



DÉCLARATION

Paris, le 22 juin 2021

RASSEMBLEMENT PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

Par Laurent BRUN, Secrétaire Général

Cher·e·s Camarades,

À partir de la situation de plusieurs entreprises ou professions, nous avons construit cette initiative commune pour démontrer trois choses :

Tout d'abord, nous vivons sensiblement les mêmes situations, car ce qui amène les réformes et les restructurations de nos entreprises, c'est la même politique capitaliste.

Pour le Gouvernement au service de la Bourgeoisie, il s'agit de morceler les services publics, de les priver de ressources, tout en leur imposant des contraintes de plus en plus nombreuses, afin de les faire disparaître dans le secteur privé. C'est particulièrement vrai pour l'Énergie et le Chemin de Fer, qui sont des économies de réseau. Alors que tout plaide pour la construction de grandes entreprises publiques intégrées, dont les outils de production et les services irriguent bien le territoire, et dont les différents produits assurent la complémentarité et l'efficacité, ce qu'on nous impose, c'est le contraire : séparation du réseau et de l'exploitation, morcellement des services, voire concurrence entre eux, et bien sûr, régression sociale avec l'attaque sur les conditions de travail et les statuts... Nous sommes présents ici pour dire que nous ne sommes pas d'accord !

Ensuite, ce qui fragilise un service public fragilise toutes les entreprises. Dans le transport ferroviaire, la propagande patronale affirme que l'ouverture à la concurrence des trains de voyageurs permettra de faire baisser les prix. C'est un discours entendu mille fois et qui ne s'est jamais vérifié. Dans les appels d'offres actuellement en cours en Région PACA et dans le Grand Est, c'est au contraire +10 à +144 % de subventions supplémentaires qu'il faut aligner pour attirer les concurrents privés. Or, si le train est plus coûteux parce que le service public a été découpé en petits marchés, bien moins efficaces, cela se traduira par une baisse de l'offre. Les territoires qui bénéficiaient de dessertes n'en auront plus ou en auront moins, les entreprises dont les salariés utilisaient le train n'en profiteront plus... C'est ce qui s'est passé dans le transport ferroviaire de marchandises... Cette casse, c'est aussi une menace pour l'industrie ferroviaire dont dépendent 20 000 emplois directs dans notre pays. C'est tout le tissu économique et social qui serait fragilisé.

Mais la politique publique est limpide : il ne s'agit pas de résoudre les problèmes ou d'améliorer les services publics, il s'agit de privatiser ce qui est rentable. La SNCF a d'abord été éclatée en 2, puis en 3, puis en 5 en 2018, et demain on nous promet une myriade de PME privées et de filiales SNCF. Le prix du billet augmente proportionnellement à la baisse de la qualité du service et de l'emploi cheminot. Plus de 35 000 postes ont été supprimés depuis 2001. Les Régions sont appelées à récupérer ou subventionner les activités jugées non rentables, alors que le Groupe SNCF est destiné à devenir ultra-rentable pour verser de monstrueux dividendes à ses actionnaires. C'est tout simplement un braquage du patrimoine public et de l'intérêt général.

Ce qui se passe dans l'Énergie est identique et a le même impact néfaste sur les citoyens, les entreprises et l'industrie.



En 2009, le coût de l'énergie de traction des trains pour la SNCF était de 814 millions d'euros. 10 ans plus tard, en 2019, ce coût est de 1 199 millions soit 47 % d'augmentation. Une large part est imputable à la libéralisation du secteur électrique. Si cette trajectoire se poursuit, dans 10 ans, c'est 600 millions de plus qu'il faudra déboursier. Combien de trains, combien de lignes, combien d'emplois de cheminots seront supprimés pour payer la facture ?

Au moment où l'on parle de relocaliser l'industrie, renforcer les services publics est une condition de ce développement.

Comment peut-on imaginer qu'avec moins de transports publics, une énergie plus chère, un réseau de télécommunication mal déployé, des hôpitaux perpétuellement débordés, des écoles et un système de formation abandonnés, une protection sociale démembrée on puisse réellement développer l'économie française ? Investir dans les services publics, les préserver de la dérégulation, les renforcer, leur permettre de coopérer entre eux, c'est directement soutenir l'économie du pays et le pouvoir d'achat des citoyens.

Plutôt que de militer pour une nouvelle réforme régressive des retraites, monsieur Bruno Lemaire – Ministre de l'Économie, ferait mieux de s'occuper de la relocalisation de l'industrie, en s'appuyant sur le renforcement des services publics.

Avec le rassemblement d'aujourd'hui, nous affirmons donc que nous voulons de la coopération plutôt que de la concurrence ! Nous voulons le renforcement des services publics ! Nous voulons de bonnes conditions sociales pour leurs salariés !

Et pas touche à nos retraites !

Enfin, la CGT fait le choix de fédérer les luttes pour faire face aux attaques coordonnées du patronat. Nous montrons aujourd'hui qu'à partir de réalités différentes, de calendriers différents, par nos choix, nous pouvons nous mobiliser ensemble, construire des démarches revendicatives communes, et que notre message est plus fort grâce à cela.

Les camarades de l'Énergie revendiquent un programme progressiste de l'énergie et un grand service public de l'électricité et du gaz. Les cheminots revendiquent un plan de relance du transport ferroviaire de marchandises et de voyageurs et une entreprise publique unique et intégrée pour le système ferroviaire. Les intermittents du spectacle revendiquent des moyens pour la culture et pour la création, notamment une meilleure protection des temps de chômage.

Tout cela procède de la même démarche : plutôt que de l'ordre public par la matraque, nous voulons de la sécurisation sociale pour nos vies, pour les secteurs clef de la « vie économique, sociale et citoyenne », au travers de services publics et de politiques publiques bienveillantes, justes et progressistes.

Avec la CGT, nous affirmons aujourd'hui que nous voulons nous battre tous ensemble pour améliorer notre avenir !